

LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 66 - septembre 2011 - 4,50 €*

Dossier

Mémoires de la Résistance et de l'Occupation



IL Y A SOIXANTE-DIX ANS QUELQUES DATES POUR SE SOUVENIR.

Dans cette nouvelle rubrique, initiée dans *La Lettre* de mars 2011, nous poursuivrons, pendant toute la durée du 70^e anniversaire, l'évocation des grands événements ayant marqué la Résistance intérieure de 1941 à 1945. Cette chronologie n'a bien sûr rien d'exhaustif et n'a pour seule ambition que de rappeler quelques grandes dates jalonnant son histoire.

- Quatrième trimestre 1941 -

20 octobre

Arrivée en Angleterre de Jean Moulin. Préfet révoqué par Vichy à l'automne 1940, il s'est lancé dans une démarche singulière : tenter de repérer les premières initiatives résistantes dans les deux zones puis de rejoindre l'Angleterre pour en informer le chef de la France Libre, qu'il ne connaît pas. Au terme de presque un an d'efforts, il est parvenu à contacter la plupart des principaux groupes de zone Sud et à quitter le territoire français le 9 septembre 1941. Le rapport qu'il remet à de Gaulle est en soi une source majeure d'informations pour la France Libre :

liens déjà tissés en métropole peuvent en faire, aux yeux des résistants, un interprète crédible de leurs attentes et de leurs besoins.

22 octobre

Exécution par les Allemands de 48 otages, suite à l'attentat commis le 20 octobre à Nantes contre le *Feldkommandant* du département par une équipe de jeunes résistants communistes venus de Paris. 5 otages sont fusillés au Mont-Valérien, 16 à Nantes, 27 à Châteaubriant. Un second attentat à Bordeaux, le 21, sera suivi de 50 nouvelles exécutions à Souge (Gironde), le 24. C'est la première exécution massive de civils dans l'Europe de l'Ouest occupée par Hitler. À la Radiodiffusion de l'État français, le maréchal Pétain accuse « l'étranger » d'avoir ordonné les attentats et appelle la population à en dénoncer les auteurs. Le lendemain, de Gaulle lui répond en justifiant les attentats tout en les désapprouvant tactiquement, et invite à un « garde-à-vous national » en hommage aux otages fusillés le 31 octobre. Dès décembre, à l'initiative du parti communiste, la mémoire de l'événement se focalise sur les 27 victimes choisies parmi les internés du camp de Châteaubriant, sous-préfecture de la Loire-inférieure. Le PCF y a perdu 25 des siens, dont plusieurs dirigeants et élus de la région parisienne ainsi que le jeune Guy Môquet, fils du député Prosper Môquet. Aragon leur consacra au début de l'année 1942 un poème, *Le témoin des martyrs*, rapidement popularisé par la BBC et par des tracts.



Monument de la carrière des fusillés de La Sablière près de Châteaubriant (Loire-Atlantique). Au pied du monument, sculpté par Rohal, 185 alvéoles contiennent de la terre de hauts lieux de la Résistance.

mouvement bientôt connu sous le nom du journal clandestin qu'il édite à partir de décembre 1941 : *Combat*. Cette date peut être considérée comme la première étape de l'unification de la Résistance, car *Liberté*, créé par des universitaires démocrates-chrétiens (Pierre-Henri Teitgen et François de Menthon) et *Libération nationale*, créé par le capitaine Henri Frenay, ont déjà une longue histoire. Les deux groupes ont été lancés dès 1940 et ont essaimé en zone Sud à partir de 1941 autour de la diffusion d'une feuille clandestine. Par ailleurs, une troisième organisation dénommée *Libération* et dirigée par Emmanuel d'Astier de la Vigerie, a été associée aux discussions autour de la fusion. *Combat* deviendra bientôt le plus important mouvement de zone non Occupée. ●



Combat, juin 1942.
Le Mouvement de Libération française était la dénomination adoptée lors de la fusion des groupes *Liberté* et *Libération nationale* mais il fut rapidement remplacé par le nom de l'organe du mouvement : *Combat*.



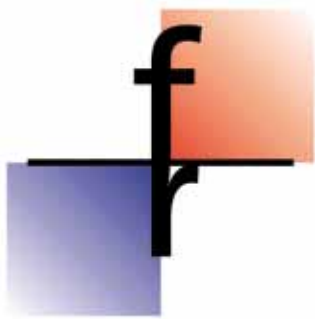
Papiers anglais au nom de Joseph Mercier (fausse identité de Jean Moulin dans la Résistance) établis en 1941 à Londres.

elle a créé depuis un an ses propres réseaux, mais sans lien avec les groupes nés spontanément en métropole. Surtout, celui qui l'apporte offre un profil exceptionnel qui pousse de Gaulle à lui confier dès que possible une mission de coordination. Cet ancien plus jeune préfet de France est rapidement convaincu par la vision gaullienne d'une France résistante centralisée sous direction française libre, et décidé à mettre au service de celle-ci son sens de l'État. En même temps, son geste héroïque de juin 1940 (il a tenté de se suicider plutôt que d'entériner les accusations imaginaires formulées par les Allemands contre des soldats sénégalais) et ses

Novembre

En zone Sud, fusion des groupes *Liberté* et *Libération nationale*, qui fondent un

En couverture : Cérémonie commémorative de l'appel du 18 juin devant le monument provisoire du Mont-Valérien, 1959. Coll. Musée de l'Ordre de la Libération.



SOMMAIRE

Mémoire et réflexions

- Dossier : Mémoires de la résistance et de l'Occupation..... p. 4
- Les comportements des Français sous l'Occupation : à propos d'une évolution mémorielle.
 - La Mémoire du 18 juin 1940.

Concours national de la Résistance et de la Déportation p. 8

- La préparation du thème du CNRD 2011-2012. « Résister dans les camps nazis ».

L'activité des associations affiliées

- Mémoire et Espoirs de la Résistance p. 10
- AERI p. 12

Livres

- Vient de paraître p. 14
- À lire..... p. 14

La vie de la Fondation de la Résistance..... p. 16

- Parution des actes du colloque « Écrire sous l'occupation ».
- La Fondation commémore le 27 mai 1943.
- Disparition de François Cacheux.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication : Jacques Vistel, Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication : François Archambault
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Rédaction : Marc Fineltin, Hervé Guillemet, Bruno Leroux, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, Laurence Thibault.
Maquette, photogravure et impression : **36nco**, Boulogne-Billancourt 92100.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 16 €. n° 66 : 4,50 €
Commission paritaire n° 1115A07588 – ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glave brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

LE MOT DU PRÉSIDENT

Cet automne est marqué par le 70^e anniversaire des premières étapes menant à l'unification de la Résistance française.

Le 20 octobre 1941, Jean Moulin arrive à Londres pour informer le général de Gaulle des initiatives résistantes nées spontanément en France. Le général de Gaulle lui confie alors immédiatement la mission de coordination de ces différentes entités résistantes.

En novembre, c'est la fusion des groupes Liberté et Libération Nationale qui donne naissance au mouvement Combat.



Partis de rien, venant d'horizons différents, ces hommes et ces femmes n'ayant pour arme que leur courage et une foi inébranlable dans l'avenir et la victoire de la France sur le nazisme, ont su faire fi de leurs divergences pour, ensemble, faire face au péril de mort qui menaçait notre Nation et les valeurs républicaines qu'elle incarnait.

Combattant pour la libération de la France et le rétablissement de ses libertés fondamentales héritées de la Révolution française, les résistants vont très vite se référer à cette période fondatrice de notre histoire. Les auteurs de la presse clandestine vont souvent invoquer les épisodes symboliques de la Révolution française qu'ils soient idéologiques ou militaires (Valmy, les soldats de l'an II...)

Aujourd'hui, plus que jamais, il est de notre devoir de défendre cet héritage moral légué par nos aînés. C'est la raison pour laquelle, pour répondre à une de nos missions statutaires : « l'information de l'opinion publique chaque fois que l'esprit et la mémoire de la Résistance seront l'objet de tentatives de falsification ou de détournement », nous avons instauré un partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF). Après la journée d'étude d'octobre 2010 qui avait pour thème « les extrêmes droites en Europe : le retour ? », nous dresserons cette année un panorama des extrêmes droites en Europe du Nord.

La situation actuelle de l'économie mondiale suscite souvent des références à la crise de 1929 dont les suites sont toujours présentes dans nos mémoires. En ces temps troublés, sachons, même si l'Histoire ne se répète pas, rester vigilants.

La transmission et l'appropriation de cet héritage civique par les jeunes générations contribueront, j'en suis certain, à l'amélioration du consensus civique, base d'une vie sociale harmonieuse et rempart solide contre toute forme d'extrémisme politique. ●



Jacques Vistel

Président de la Fondation de la Résistance

Les Rendez-vous de l'Histoire à Blois

Comme les années précédentes, la Fondation de la Résistance disposera d'un stand dans l'espace Recherche et Sociétés savantes des « Rendez-vous de l'Histoire » à Blois du 13 au 16 octobre prochains. Le public y trouvera les récentes publications de la Fondation et des associations MER et AERI. Un débat proposé par la Fondation autour du livre de Pierre Laborie recensé dans la présente Lettre, *Le chagrin et le venin*, sera consacré à « La France sous l'occupation. Mémoire et idées reçues » le dimanche 16 octobre, de 14h à 15h 30, salle Lavoisier du Conseil général.

MÉMOIRES DE LA RÉSISTANCE ET DE L'OCCUPATION

Deux ouvrages récents permettent d'approfondir la question complexe du lien entre mémoire de la Résistance et mémoire de l'Occupation. La première est encore souvent présentée comme essentiellement mythifiante, parce qu'elle aurait eu pour principale fonction, jusqu'au début des années 70, d'occulter le rôle de Vichy et, au-delà, d'exonérer à leurs propres yeux les Français de leur comportement réel durant les années noires – le général de Gaulle étant jugé le principal propagateur du mythe. Sans nier un tel usage de la mémoire de la Résistance, le livre de Pierre Laborie s'interroge sur le caractère simpliste de cette représentation dominante, alors même que les comportements des Français entre 1940 et 1944 ont encore peu fait l'objet de travaux scientifiques. Elle paraît donc obéir elle-même à une logique proprement mémorielle, dont il retrace la genèse dans l'après-guerre et interroge la signification pour la France d'aujourd'hui. Par ailleurs, le colloque récent consacré par la Fondation Charles de Gaulle à la mémoire de l'Appel du 18 juin permet de nuancer la portée exacte de la « politique mémorielle » du général de Gaulle. Il aborde aussi l'Appel comme exemple canonique de l'impossibilité, pour les résistants eux-mêmes, de vivre leur propre expérience et sa mémoire sans la dimension du légendaire.

Les comportements des Français sous l'Occupation : à propos d'une évolution mémorielle

Pierre Laborie, *Le chagrin et le venin. La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, Paris, Bayard, 2011, 355 p.

« Il n'y a plus d'histoire quand on se détourne de sa fonction critique et qu'on oublie de l'appliquer d'abord au dévoilement de son propre discours, de ses usages, de son idéologie » (p. 42). C'est à une histoire ouverte à la contradiction argumentée qu'invite l'essai de Pierre Laborie, une histoire libre qui questionne sans cesse les évidences, une histoire où le débat n'est ni étouffé ni confisqué. À travers la généalogie fouillée et minutieuse d'une interprétation de l'attitude des Français sous Vichy et l'occupation allemande qui s'est imposée dans l'espace public à partir des années 1970, l'auteur décrypte les modes de construction, les vecteurs et le sens d'un discours dominant devenu une vulgate. Sous sa plume, comme un fil rouge, sourd aussi une interrogation profonde, parfois inquiète, sur le rôle, la place et le métier d'historien aujourd'hui, sur la fonction de l'histoire comme moyen de compréhension du passé.

Un film, un contexte

Le film documentaire de Marcel Ophuls, *Le chagrin et la pitié* (1969), sert de point de départ à l'ouvrage, plus précisément l'écart croissant entre les intentions initiales du réalisateur, la réception et les surinterprétations opérées par le temps. Si, dans le contexte spécifique de l'après 1968 (départ du général de Gaulle, héritage de la guerre d'Algérie, libération de la parole), le film était « reçu comme une bouffée d'air frais en milieu étouffant » (p. 25), si la proximité avec la publication des travaux de l'historien américain Robert Parton (*La France de Vichy*, 1973) a pu lui conférer le statut de « leçon d'histoire » (p. 95), *Le chagrin et la pitié* comporte néanmoins des omissions qui méritent d'être interrogées avec le recul. L'absence de pans entiers de la Résistance à Clermont-Ferrand (université de Strasbourg repliée, usines Michelin, mouvement Libération-Sud), comme la méprise sur les comportements ordinaires avaient été décelées

en leur temps par quelques voix « dissonantes » (Germaine Tillion, Simone Veil, Anise Postel-Vinay). L'image retenue restera cependant figée par les propos lapidaires de Françoise Giroud, « la France, dans son immense majorité, a été pétainiste, c'est-à-dire veule ».

Généalogie d'une « vulgate »

On est là au cœur d'une vulgate dont le contenu s'étoffe au fil des années : attentismes et veulerie généralisée, masques de la légende rose d'une France unanimement résistante, mauvaise conscience et culpabilités. Pierre Laborie dévoile les origines lointaines de cette vision sombre ; issu du cercle étroit des vaincus et des nostalgiques de Vichy, le « résistancialisme » se retrouve dans les écrits des hussards, Roger Nimier ou Antoine Blondin (« le *Bétail du Rail*, un très beau documentaire sur l'abatage clandestin », p. 140), 20 ans avant le film de Marcel Ophuls. Amplifiée par ce dernier, avec certes des intentions différentes, la vulgate fonctionne par simplifications, rapprochements et superposition d'une multiplicité de discours, politiques, médiatiques et mémoriels, bien éloignés de l'histoire. C'est une véritable « alchimie » (p. 135) qui se nourrit d'anachronismes et parfois d'idéologie, et qui finit par imposer un « prêt-à-penser », une sorte de « vérité » incontestable et à sens unique sur l'attitude des Français sous l'Occupation.

Glissements et dérives

L'appréhension des comportements collectifs en temps de guerre et la Résistance ne sortent pas indemnes de cette « vérité ». La démystification a fait peu à peu place à une dénaturation en règle du phénomène de la Résistance. Réduite à une fonction de « souvenir-écran » face à la mémoire du génocide, aux aspects politico-militaires, aux querelles de personnes et aux affrontements internes, le caractère minoritaire de la Résistance sert aussi d'argument à la vision d'une France majoritairement veule et attentiste. Pour l'auteur, le soupçon généralisé des années 1990 constitue l'aboutissement de



ce dénigrement. À la suite des attaques contre Jean Moulin, le paroxysme est atteint en 1997 avec les insinuations de trahison portées contre Raymond Aubrac, puis avec la table ronde organisée à la demande des époux Aubrac dans les locaux du journal *Libération*. « On croit rêver » écrit alors Antoine Prost dénonçant les dérèglements d'un métier dont la déontologie exige pourtant de ne pas « demander à ceux que l'on soupçonne de faire le travail à leur place ». La vulgate demeure néanmoins, elle n'est pas cantonnée aux seuls milieux politiques, médiatiques ou mémoriels, elle devient une pensée dominante là où pourtant l'esprit critique devrait s'imposer. Inscrite en partie depuis 2004 dans les programmes de Terminales ES et L, la reproduction d'une vision formatée, y compris dans certains manuels scolaires – qu'il convient toutefois de ne pas confondre avec les pratiques enseignantes – pose problème.

L'histoire contre le « venin »

À cette vulgate, l'auteur oppose le retour à l'histoire. En prenant appui sur les nombreux travaux d'une recherche toujours dynamique, il revient dans plusieurs chapitres sur les enjeux historiographiques et épistémologiques des catégories utilisées pour appréhender la Résistance et penser la question des comportements collectifs en temps de guerre. La discussion porte notamment sur les interprétations et la

pertinence heuristique de quelques notions passées à la postérité (« accommodation », « attentisme »). Il propose ici d'autres catégories, comme celles du « penser-double », des « conduites de nécessité », de « l'adaptation contrainte ». Sous l'occupation allemande, dans la complexité des temps, dans la diversité des vécus et des situations géographiques, l'attentisme ne signifie pas forcément la résignation, le silence n'est pas uniquement l'assentiment : « bien plus que ce qu'ils montrent au dehors, c'est la fonction qu'ils remplissent dans le contexte où ils se manifestent

qui donne sens aux comportements attentistes » (p. 244). Minoritaire et fragile, la Résistance n'a jamais été marginalisée, à la différence de la collaboration. Elle n'a pas pu survivre sans la présence d'un environnement social favorable, sans les solidarités anonymes d'une « société de non-consentement » (p. 248).

Dans une émission de France-Culture, les historiens étaient ainsi interrogés : « à quoi sert l'histoire ? » Au-delà des questions sur le métier d'historien, *Le chagrin et le venin* apporte au

fond une réponse plutôt optimiste. L'histoire y retrouve sa légitimité ; en donnant de l'intelligibilité aux discours sur le passé, elle « l'empêche de trop peser sur les épaules des hommes » (Lucien Febvre, p. 338). En ce sens, le livre peut être reçu (et lu) comme une belle délivrance. ●

Cécile Vast

Avec l'aimable autorisation de la revue de l'APHG *Historiens et Géographes*



Coll. Musée de l'Ordre de la Libération.

Cérémonie commémorative de l'appel du 18 juin devant le monument provisoire du Mont-Valérien, 1959.



La Mémoire du 18 juin 1940

Philippe Oulmont (dir.), *Les 18 juin. Combats et commémorations*, André Versaille éditeur, 2011, 362 p.

Sous la direction de Philippe Oulmont, directeur des études et recherches à la Fondation Charles de Gaulle, s'est tenu en 2010 un colloque entièrement consacré à l'étude de l'appel lancé par le général de Gaulle le 18 juin 1940 et à sa place dans la mémoire nationale. C'est sur la liaison entre mémoire d'après-guerre et usages du temps de guerre qu'on voudrait revenir ici, à la lumière de quelques-unes des dix-sept communications.

Comme le signale André Kaspi, le décret tardif (2006) qui fait du 18 juin une « journée nationale commémorative » dédiée « aux Français civils et militaires qui ont refusé la défaite et incarné l'esprit de Résistance » entérine le fait qu'il ne s'agit pas d'une fête nationale du même rang que le 8 mai, le 14 juillet ou le 11 novembre (fériés). Le 18 juin est intégré à une catégorie intermédiaire où figure aussi la journée de la Déportation, les journées d'hommage aux harkis, aux morts de la guerre d'Algérie, à ceux de la guerre d'Indochine, aux victimes de l'antisémitisme vichyste et aux Justes.

Ces limites fixées officiellement à la mémoire du 18 juin, le colloque permet de les expliquer, d'abord par l'examen détaillé de l'histoire de la commémoration parisienne. Première constatation : de son vivant, de Gaulle lui-même a

constamment veillé à lui garder une dimension mesurée. On le voit avant même qu'en 1946, retiré du pouvoir, il confie l'organisation de la cérémonie à l'Ordre de la Libération dont il est le Grand Maître, et lui donne la forme d'un hommage aux morts de la Seconde Guerre mondiale dans le lieu qu'il leur a dédié depuis le 11 novembre 1945 : le Mont-Valérien.

En effet, en 1945 de Gaulle a placé le premier 18 juin de l'après-guerre sous le signe de la Victoire en consentant à un défilé militaire sur les Champs-Élysées. Mais déjà, il a refusé d'en faire un jour férié, de prononcer un discours à cette occasion, tout comme la perspective d'une fête nocturne. De 1946 à 1957, devenu un opposant farouche à la IV^e République, il évite soigneusement de se servir de la cérémonie du Mont-Valérien comme caisse de résonance politique. Du coup, en l'absence des pouvoirs publics et avec peu d'écho dans la grande presse, la commémoration prend un caractère privé et confidentiel, celui d'une « fête de famille », celle de l'Ordre et des grandes associations de résistants hors celle de la mouvance communiste – guerre Froide oblige.

Après la fondation de la V^e République, la cérémonie s'officialise, notamment à partir de l'inauguration du mémorial de la France Combattante au Mont-Valérien (1960). Par celui-ci, qui associe la croix de Lorraine à l'ensemble des morts de 1939-45 (campagnes de France incluses, et non les seuls Français

libres et résistants) la cérémonie prend l'allure d'une célébration de la naissance du lien entre de Gaulle et la Nation. Mais le chef de l'État maintient une cérémonie courte et silencieuse, refuse de la transformer en fête nationale et de transférer son organisation au ministère des Anciens combattants. Comme le remarque avec une grande finesse Sudhir Hazareesingh, cette prudence peut s'interpréter à plusieurs niveaux. En premier lieu, le silence permet au Général d'éviter de se prononcer avec précision sur la portée du « sursaut national collectif » survenu entre 1940 et 1944 et sur la contribution des uns et des autres à la Libération, interdisant ainsi par là même la captation de la mémoire du Mont-Valérien par les communistes (qui y avaient organisé la première cérémonie, en septembre 1944). Par ailleurs, cette prudence concorde avec le relatif conservatisme mémoriel de De Gaulle : la panthéonisation de Jean Moulin en 1964 est finalement sa seule initiative notable. C'est sans doute, en profondeur, l'indice qu'il est persuadé de la fragilité du consensus national et conscient de la difficulté récurrente, en France, pour les régimes nés de mouvements insurrectionnels, de fixer une représentation mémorielle de leur acte fondateur. En dernier lieu, ce rituel est plus proche des pratiques républicaines que de toute autre tradition politique française : il se distingue du triomphalisme outrancier des fêtes napoléoniennes et la place que le Général y occupe n'est

LE GÉNÉRAL DE GAULLE 23.6.61.

La future cérémonie du 18 juin (si je m'y trouve), sera le moment à attendre par rapport à ce qui s'est passé cette année.

1^o D'une manière générale, il faut rassembler et rapprocher tout le monde bien davantage. La cérémonie ne doit être un "serrez les rangs".

2^o Placer les compagnons de la Libération tout près de la flamme de fait et d'acte, mais la cérémonie et regarder de façon ramener la flamme.

3^o Rapprocher beaucoup les assistants de telle sorte que les plus anciens soient à côté des jeunes.

4^o Rapprocher et limiter l'assistance à ce qui se trouve les assistants, sans en négliger un être par rapport à ce que je pourrais permettre dans ce sens.

Si l'on se réfère, sans pour les oublier, tout le monde debout et devant tout.

Instructions manuscrites du général de Gaulle portant sur l'organisation de la cérémonie de l'appel du 18 juin au Mont-Valérien, 23 juin 1961 (recto-verso). Voulant conserver un caractère « privé » à cette cérémonie, le général de Gaulle souhaite un certain nombre de modifications par rapport à celle qui venait se dérouler : « D'une manière générale, il faut rassembler et rapprocher tout le monde bien d'avantage. La cérémonie doit être un "serrez les rangs" ».

en rien celle d'un monarque : le « premier des Résistants » est, pour quelques minutes l'égal des autres, celui qui au nom des vivants salue les morts. « Le 18 juin est une affaire dans laquelle je me regarde en même temps que tous les autres » (lettre au général Boudhors, 27 juin 1950).

Cette prudence n'est sans doute pas étrangère au fait qu'après le départ du Général, la cérémonie ait réussi progressivement sa « nationalisation » et que les présidents de la République successifs l'aient perpétuée malgré leur peu d'enthousiasme personnel. L'étape décisive est sans doute le 18 juin 1973 : le président Pompidou, après des années de présence discrète à cause des soupçons sur sa politique mémorielle (cf. la grâce accordée au milicien Touvier), accepte de rentrer dans la crypte, comme de Gaulle, à l'invitation du chancelier de la République assume ainsi la succession du chef de la France Combattante. Dès lors, la cérémonie devient intouchable : Valéry Giscard d'Estaing, qui veut l'instrumentaliser en 1980 en prononçant un discours apte à capter l'électorat gaulliste avant la présidentielle, doit battre

en retraite et respecter le cérémonial.

La « nationalisation » de la commémoration franchit une dernière étape sous la présidence de François Mitterrand : l'unanimité qu'acquiert alors la figure de De Gaulle retentit sur la popularisation des commémorations locales du 18 juin. Rémi Dalisson, s'appuyant sur un corpus de 185 cérémonies dans la France entière, relève que 80 % d'entre elles datent d'après le départ de De Gaulle en 1969, 50 % se situant précisément entre 1981 et 1994. Malgré cet essor spectaculaire, le « 18 juin au village », non férié, n'a cependant jamais acquis le caractère d'une véritable fête populaire à l'égal des fêtes nationales et reste étroitement dépendant de la participation des établissements scolaires.

Le 18 juin, vecteur du « mythe de la France résistante » ?

Au total, ce statut intermédiaire du 18 juin dans le calendrier festif national, qui apparaît voulu par de Gaulle lui-même, interroge l'interprétation, proposée par plusieurs communicants comme allant de soi, de l'anniversaire du

18 juin, comme vecteur du « mythe résistancialiste » ou de la « mythologie gaullienne de la Résistance ». Plusieurs remarques peuvent être faites à ce sujet :

- On manque encore à ce jour d'études systématiques des discours de De Gaulle, des gaullistes – et de leur réception – qui permettent d'appréhender la portée réelle de ce « mythe ». En tout état de cause, la parole gaullienne semble avoir véhiculé non pas le mythe des « Français tous résistants », mais d'une « France d'esprit résistant », notion non seulement plus restrictive mais aussi beaucoup plus ambiguë étant donné la distinction entre France et Français souvent opérée par le Général – au point de constituer un des plus constants reproches de ses adversaires politiques. Concernant la commémoration du 18 juin, les mots des discours de guerre de De Gaulle lui-même évoquant l'écho croissant de l'Appel (« rassemblement des âmes », « rassemblement national ») sont tout aussi chargés d'ambiguïté : à l'époque, ils peuvent simplement s'interpréter comme la nécessité de l'unité entre toutes les tendances de la Nation, laissant dans l'ombre leur mode

de représentation. La cérémonie du Mont-Valérien elle-même perpétuera une ambivalence fondamentale : les morts honorés symbolisent certes toute la Nation, mais l'instance organisatrice (l'Ordre de la Libération) renvoie à une logique élitiste.

- L'efficacité sur l'opinion d'un « mythe » porté par un homme constamment (et violemment) contesté comme opposant puis comme chef d'État a très peu été analysée – comme si l'unanimité gaullienne de ces vingt dernières années valait pour la période 1945-1970. Le faible nombre des cérémonies locales du 18 juin du vivant même du Général invite plutôt à chercher ailleurs des traces de la capacité du « mythe » à s'implanter alors dans l'opinion française à travers la commémoration – par exemple du côté des anniversaires de la libération des villes.

La mémoire résistante du 18 juin

- Surtout, la genèse et la subsistance événementielle du « mythe » ne saurait être attribuée au seul de Gaulle. De même que le fameux discours sur « Paris libéré » du 25 août 1944 fait écho à deux allocutions radiophoniques de Bidault et Parodi pendant l'insurrection parisienne, l'anniversaire du 18 juin n'est, dès l'origine, nullement la propriété du Général. La première commémoration du 18 juin, à Londres en 1941, est l'initiative des Français libres en l'absence de leur chef (alors au Levant). Comme le signale Jean-François Muracciole, c'est le résistant Pierre Brossolette qui, dès le 18 juin 1943, dans un discours prononcé à Londres, donne à l'anniversaire de l'Appel le sens d'un hommage aux morts (de la France Libre et de la Résistance). Le 18 juin 1945, alors que de Gaulle a refusé toute manifestation dédiée à la Résistance, c'est *l'Aube*, journal du MRP, qui prend l'initiative d'organiser une « veillée de la Résistance » : un gala à l'Opéra au profit des familles des résistants tués et des déportés. Comme pour les périodes suivantes (RPF, république gaullienne, après de Gaulle), il manque une analyse des discours prononcés par les acteurs de ces commémorations locales.

- Dans les années récentes, localement, la commémoration du 18 juin apparaît susceptible d'actualisations (hommage aux soldats coloniaux) ou de contestations (résurgence de la mémoire communiste, concurrence revendiquée de l'anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv, etc.) qui montrent que sa vitalité est liée à la pluralité persistante des interprétations de l'événement même, et non au seul unanimité autour de la figure de De Gaulle.

Dès lors, et en l'absence de toute étude précise de la constitution, des métamorphoses et de la réception du « mythe » après-guerre, c'est dans les communications consacrées à la période de la guerre que l'on trouvera les pistes les plus fructueuses du colloque. Examinant la presse clandestine, Guy Krivopissko relève la façon dont, en 1943-1944, la référence à l'Appel déborde largement de la date anniversaire, contribuant puissamment à transformer de



Photo Frantz Malassis.

Cérémonie commémorative de l'Appel au Mont-Valérien, le 18 juin 2009.

Gaulle en « l'homme du 18 juin ». Les résistants eux-mêmes contribuent à la naissance du mythe d'une résistance intérieure née avec l'Appel et par l'Appel ; les premiers récits inventés (quoique sincères) sur l'audition de l'Appel commencent d'ailleurs à apparaître et, avec eux, la confusion entre celui-ci et le texte de l'affiche de l'été 1940 (« *la France a perdu une bataille...* »). Ces allusions renvoient souvent à l'acceptation de l'unification de la Résistance sous l'égide du Général car une des fonctions évidentes de la référence au 18 juin est alors d'asseoir la légitimité de De Gaulle sur un critère fondamental pour les Résistants : l'antériorité.

L'Appel, premier acte du légendaire de la Résistance

Plus radicalement encore, la contribution de Pierre Laborie examine comment l'Appel prédétermine sa réutilisation dans un récit légendaire – phénomène typique de la Résistance en général, dont certains responsables et certaines actions ont acquis, à l'époque, cette dimension légendaire dans les récits des résistants eux-mêmes. Par légendaire, il faut entendre non pas un récit mystificateur, mais la façon dont ce qui est raconté est chargé d'une dimension d'exemplarité et acquiert une fonction explicative de l'expérience extrême vécue par le narrateur lui-même : ce légendaire-là est une des conditions

de possibilité essentielles du développement de la Résistance, et participe de la constitution de son identité, en tant qu'elle est un engagement au risque de la mort. De ce légendaire résistant, l'Appel possède déjà, selon Pierre Laborie, cinq traits fondamentaux : l'oralité du récit et de sa transmission, le dépassement de la vie banale et l'entrée dans le sublime, le refus de la fatalité par la projection dans un futur chargé d'une espérance collective, l'exceptionnalité de la situation (un quasi-inconnu osant la transgression) et de la médiation (un message connu indirectement le plus souvent), la singularité de l'événement identifiée à l'idée même de Résistance.

En repartant ainsi de la période de la guerre, ce colloque aura permis ainsi d'explorer plusieurs pistes fructueuses : ce qui fait que l'Appel, bien au-delà des destinataires explicites auxquels il s'adresse (les militaires et les ouvriers de l'armement) est bien un événement dans lequel tous les résistants pourront se reconnaître ; ce qui fait des résistants eux-mêmes les porteurs du légendaire du 18 juin ; ce qui fait, enfin, de l'Appel, à l'image de la Résistance toute entière un événement dont les métamorphoses en « mythe » après 1945 ne peuvent s'examiner qu'en tenant compte de cette dimension légendaire inhérente au phénomène lui-même. ●

Bruno Leroux

QUELQUES COMPLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

Laurent Douzou, **La Résistance : une histoire périlleuse**, Le Seuil, coll. Points, 2005, chap.1.1 : « La légende contemporaine et constitutive de l'histoire ».

Harry Roderick Kedward, **À la recherche du maquis**, Cerf, 1999, chap. VII : « Images et souvenirs ».

Pierre Laborie, « Honneur inventé ou invention du futur ? Mémoire et appropriation de la Résistance à la Libération » in **Les Français des années troubles**, Le Seuil, coll. Points, 2003.

Cécile Vast « La Résistance : du légendaire au mythe », in **Dictionnaire historique de la Résistance**, Laffont, 2006, p. 1017-1020.

LA PRÉPARATION DU THÈME DU CNRD 2011-2012. « RÉSISTER DANS LES CAMPS NAZIS ».

Pour l'année scolaire 2011-2012, le jury du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), présidé par Joëlle Dusseau, inspectrice générale d'histoire et géographie, a retenu le thème suivant : « Résister dans les camps nazis. On présentera les différentes formes qu'a pu prendre cette résistance et les valeurs qu'en transmettent les déportés par leurs témoignages. »⁽¹⁾

Le thème ambitieux retenu par le jury national pour l'année 2011-2012 : « Résister dans les camps nazis » est susceptible de susciter un intérêt soutenu chez tous ceux qui accompagnent les élèves dans leur travail. Il convient cependant de souligner qu'il n'existe pas à ce jour de synthèse commode et récente reposant sur les travaux universitaires et de recherches. Ce cas de figure n'est pas nouveau et il ne doit pas être un obstacle à la participation massive des élèves à ce concours populaire, qui, depuis un demi-siècle, recueille

l'adhésion et suscite l'implication de dizaines de milliers d'élèves annuellement.

Le thème peut être abordé de façon très différente évidemment, et il ne s'agit pas ici de proposer des indications formelles alors qu'une des richesses du Concours réside justement dans la variété des approches engagées par les élèves. Le thème retenu est aussi l'occasion pour ceux-ci de réfléchir à la portée civique de l'engagement, du risque pris par ceux qui résistèrent au nazisme et à l'oppression. Pour cela, les enseignants s'appuieront évidemment sur la brochure éditée par la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (FMD) avec le soutien du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de la Défense.

Le libellé du thème évoque sans plus de précision « les camps ». Ainsi, le terme renvoie aux camps nazis, qu'ils s'agissent des camps de concentration ou des camps d'extermination. Sont donc implicitement exclus les camps d'internement, les ghettos ou les camps de prisonniers. Le mot «

résister » peut poser problème et peut recouper des actes bien différents dans le contexte si particulier de l'univers concentrationnaire. On pourra s'appuyer sur les réflexions de l'historienne Claire Andrieu dans la brochure de la FMD ainsi que sur les pages proposées par Thomas Fontaine dans son excellente synthèse *Déportation et génocide l'impossible oubli* (coédition FNDIRP/Tallandier).

Concours scolaire destiné aux élèves de troisième et des classes de lycée, la mise en œuvre repose en grande partie sur l'engagement, le plus souvent strictement bénévole, de l'enseignant avec sa classe ou de quelques élèves. Connaître le thème et les ressources pour travailler avec les élèves suppose donc la lecture attentive de la brochure de la Fondation pour la mémoire de la Déportation mais aussi la connaissance des sites et publications des principaux partenaires du CNRD : musées de la Seconde Guerre mondiale, archives publiques et presse associative nationale⁽²⁾. Le libellé du thème précise que les



Coll. musée de l'Ordre de la Libération

Une forme de résistance dans les camps de concentration : témoigner par le dessin.

Jeannette L'Herminier, déportée à Ravensbrück, fit le portrait de ses compagnes de bloc en s'efforçant de les « faire aussi bien coiffées que possible ». Face à leur étonnement elle leur répondait : « mais je ne sais pas dessiner, je suis bien obligée de suivre vos contours. Et bien oui, on est comme ça, bien sûr qu'on tient très bien le coup ». Témoignage extrait de Claire Vionnet, *Des silhouettes d'espoir dans l'enfer concentrationnaire*, mémoire de maîtrise sous la direction de François Marcot, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Franche-Comté, 1997-1998

C'est entre le 3 février et le 4 avril 1944, pendant la quarantaine d'une partie des Français du convoi des 27.000 entassés au bloc 22 de Ravensbrück, que ces silhouettes ont été exécutées sur les "blancs" constitués par la censure allemande dans les journaux de l'époque.

Ils représentent mes premiers essais de dessin... d'où, par incapacité de ma part, l'absence de visages.

Sur la plupart d'entre eux, les signatures de mes chers modèles confirment mon témoignage et nous conservent, vivantes, celles qui ne sont pas revenues.

Papier et crayons m'ont été fournis par les forçés des camarades qui m'ont constamment aidé, à leurs risques et périls et par tous les moyens, à déjouer la surveillance SS.

Au moment de mon départ en "transport" pour une destination alors inconnue, j'ai laissé 75 dessins à mon amie Elisabeth Barbier qui les a miraculeusement conservés pendant les treize mois suivants de sa dure détention à Ravensbrück et me les a rapportés intacts à mon domicile parisien à la fin de mai 1945, après notre retour de déportation.

Jeannette L'Herminier



37.459

Dans un témoignage manuscrit qu'elle remit en même temps qu'une partie de ses dessins au musée de l'Ordre de la Libération, Jeannette L'Herminier explique dans quelles conditions ils furent réalisés et la chaîne de solidarité que cela impliquait.

candidats prêteront attention aux « valeurs qu'en transmettent les déportés par leurs témoignages ». C'est dire si, dans ce concours si spécifique, la question du témoignage porté dans les établissements par d'anciens résistants et déportés a eu et a encore aujourd'hui une place considérable. Par cette précision, le jury a donc souhaité favoriser une réflexion, qui semble s'imposer de plus en plus, sur le témoignage. La Déportation pendant la Seconde Guerre mondiale a en effet suscité de nombreux témoignages sous des formes très diverses : écrites sous la forme de courtes notes prises dans des conditions d'extrêmes difficultés, de récits rédigés *a posteriori* ou, et c'est une des sources les plus utilisés par les élèves, de témoignages oraux, dont certains ont été enregistrés lors de présentation du thème dans les établissements scolaires.

Ces témoins, dont la présence dans les établissements est si chargée d'émotion et de réflexion pour les élèves peuvent être contactés selon les cas directement ou par l'intermédiaire des associations ou du service départemental de l'Office nationale des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONAC). De nombreux récits sont aussi édités dans la presse des associations nationales de déportés : le *Patriote résistant* pour la FNDIRP et *Le Déporté* pour l'UNADIF-FNDIR, ou celle des amicales et associations de camps de concentration, souvent accessible sur les sites Internet de celles-ci ⁽²⁾.

La brochure de la FMD, des documents et conseils seront disponibles sur les sites Internet des Fondations de Mémoire qui proposent également des ressources utiles pour les enseignants et les élèves par le biais de leurs centres de documentation.

Les principales associations et fédérations de résistants et de déportés au niveau national (FNDIRP, UNADIF-FNDIR...) accordent une large place au CNRD dans leurs différentes publications. Ces associations publient à partir de l'automne un numéro spécial de leur revue consacré au thème du CNRD avec des documents utilisables en classe. Enfin, les archives départementales proposent selon les situations locales des ressources diverses sur le thème du CNRD.

Des conseils ou témoignages seront évidemment prodigués lors des rencontres ou conférences organisées dès l'automne, par les associations et diverses institutions. La traditionnelle table ronde proposée par l'Inspection générale d'histoire géographique et l'APHG aux Rendez-vous de l'histoire à Blois en octobre

prochain marquera le début d'une longue série d'initiatives dans l'ensemble des régions et départements. ●

Hervé Guillemet

(1) Cf. *Bulletin officiel de l'Éducation nationale* n° 23 du 9 juin 2011.

(2) On trouvera des liens utiles relatifs à ces institutions de la Résistance sur la rubrique consacrée au Concours national de la Résistance et de la Déportation 2011-2012 du site Internet de la Fondation http://www.fondationresistance.org/pages/action_pedag/concours_r.htm qui présente notamment les ressources des musées de la Résistance et de la Déportation ainsi que les listes des associations de déportés proposant des éléments documentaires en rapport avec le thème du Concours sur leurs sites Internet respectifs.

ORGANISATION DU CONCOURS.

La note de service, qui précise les modalités de participation des élèves au CNRD, est disponible sur le site Internet du ministère de l'Éducation nationale à l'adresse suivante : <http://www.education.gouv.fr/cid56461/mene1112946n.html>

Le concours comporte six catégories de participation : trois catégories pour les classes de tous les lycées (devoir individuel rédigé en classe portant sur le sujet académique, réalisation d'un travail collectif qui peut être un mémoire, associé ou non à d'autres supports, réalisation d'un travail collectif, exclusivement audiovisuel – film, documentaire sonore – ; ces deux catégories portant sur le thème annuel) et trois catégories pour les classes de troisième, identiques à celles des lycées.

On rappelle ici pour mémoire que la **date des épreuves** du Concours national de la Résistance et de la Déportation pour l'année scolaire 2011-2012 a été fixée au **vendredi 23 mars 2012, pour les devoirs individuels. Les copies individuelles et les travaux collectifs** des établissements sur le territoire français **seront adressés** par l'établissement scolaire à l'inspecteur d'académie-directeur des services départementaux de l'Éducation nationale (pour les établissements de la métropole) ou au recteur ou vice-recteur de l'académie (pour les établissements des Drom-Com), le **vendredi 30 mars 2012 au plus tard**.

Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE UNANIME

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de MER s'est tenue à la Fondation de la Résistance le lundi 27 juin 2011. Cette obligation juridique s'est tenue entre la réunion matinale des Délégués venus de nombreuses régions lointaines et la conférence vespérale remarquable de M. Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Son texte est intégralement sur www.memoresist.org et résumé ici par M. Jean Novosseloff. À cette occasion, l'administrateur général du site, M. Marc Fineltin a répondu aux questions des adhérents sur les progrès de l'« internet ».

Cette année, nous n'avions aucune élection. En outre, malgré la crise, nous avons tenu

notre calendrier de rendez-vous sans préjudice financier. Merci à tous de leurs efforts de gestion et d'imagination. Notre secrétaire général, M. Novosseloff a bien résumé les activités de MER, y compris les réalisations provinciales, au sens noble, de plus en plus nombreuses et fort courageuses.

Nos trésoriers, MM. Jean-Pierre Renouard et Thierry Jallerat, ont présenté des comptes équilibrés et une augmentation des adhésions. Mais la réduction des dons et subventions doit nous conduire à ne pas cesser notre élan créatif et décentralisé.

Les rapports moral et financier, en même temps que le *quitus* au Conseil d'administration, ont été votés à l'unanimité des présents et représentés, les deux vice-présidents de MER, le professeur Jean-Pierre Levert et le bâtonnier François Xavier Mattéoli, étant scrutateurs. Le secrétaire général adjoint François Fouré avait aidé au bon fonctionnement de l'Assemblée Générale ordinaire.

Cette confiance renouvelée des adhérents et bienfaiteurs de notre association nous conforte dans ces circonstances économiques et sociales délicates. ●

François Archambault
Président de MER

UNE RÉUNION TRÈS FRUCTUEUSE DES DÉLÉGUÉS DÉPARTEMENTAUX ET RÉGIONAUX DE MER

Le compte-rendu des activités décentralisées de MER a été réalisé par le secrétaire général de MER, M. Jean Novosseloff. Ce document est publié dans le bulletin n° 46 de *Résistance et Avenir* et sur Internet à l'adresse www.memoresist.org. Les autres réalisations provinciales ont été indiquées dans les précédents bulletins de 2010 et 2011. À titre de simple exemple, l'inauguration du monument de Castelmaurou (Haute-Garonne), où des maquisards ont été massacrés par les nazis, a été relatée dès l'été 2010 dans le bulletin n° 44.

Traditionnellement, MER réunit ses animateurs provinciaux à la Fondation de la Résistance toute la matinée du jour de l'Assemblée Générale annuelle. Ce lundi 27 juin, nombreux étaient ceux qui se sont dérangés malgré leurs activités locales en cette fin de semestre. Nos délégués ont sensiblement augmenté, d'une part en nombre, d'autre part en activités.

La quasi-totalité des délégués régionaux était présente et de nouveaux délégués départementaux sont venus à notre grande joie : Mmes Patricia Arzel-Mazet (Morbihan) et Claudine Tétot-Petit (Indre-et-Loire), ainsi que le colonel Jean Durand (Hérault). D'autres se sont excusés ou ont envoyé un rapport sur leurs départements. De la Normandie à la Provence, du Poitou-Charente à la Bourgogne, nous avons eu une image du courage et de l'imagination de nos délégués sur le terrain qui se heurtent souvent à beaucoup de difficultés.

De tout cœur merci à tous et bonne continuation. ●

François Archambault



Photos: Marc Fineltin



Photo Marc Fineitlin

ANNÉE 1941 : VICHY, L'OPINION PUBLIQUE, LA RÉSISTANCE

Le lundi 27 juin 2011, en clôture de l'assemblée générale de MER, M. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Français libre et historien de la France Libre, a prononcé une conférence historique passionnante sur l'année 1941 devant un large public. Vous trouverez, ci-après, un résumé de cet exposé dont le texte intégral est disponible sur le site www.memoresist.org.

Depuis juin 1940 la guerre est anglo-allemande, en juin 1941 quand la *Wehrmacht* envahit l'Union soviétique elle redevient une guerre européenne, puis une guerre mondiale en décembre après l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. En France « Croire en la défaite allemande en 1941 est vraiment le fait d'une minorité qui a foi en l'avenir de la France » écrit Jean-Marie Guillon. Début 1941, Vichy reste convaincu de l'invincibilité de l'Allemagne. Le maréchal Pétain après sa rencontre avec Hitler à Montoire avait annoncé le 30 octobre 1940 qu'il entrerait dans la voie de la collaboration. Cette collaboration d'État se traduit en actes : mise à la disposition de la *Luftwaffe* des aéroports de Syrie et du Liban, et livraison d'armes aux Irakiens révoltés contre la Grande-Bretagne, tandis que la collaboration économique va bon train. Les mesures antisémites prises par Vichy s'inscrivent dans le droit fil de la collaboration d'État. À l'été 1941 le parti communiste s'engage dans l'action immédiate directe contre l'Armée allemande et le 21 août l'aspirant allemand Moser est abattu au métro Barbès. L'occupant y répond par une répression sanglante, aidé par le régime de Vichy qui crée des tribunaux d'exception. En octobre, 97 otages sont fusillés à partir d'une liste approuvée par le ministre de l'Intérieur de Vichy, Pierre Pucheu. Si à l'été 1941, Darlan a écrasé ou muselé les formes voyantes de dissidence liées au maréchalisme, la fermentation de l'opinion amorce un processus de résistance tandis que le sentiment antiallemand, déjà présent parmi la population urbaine comme en témoigne la manifestation du 11 novembre 1940 à Paris, va croissant. À partir de l'été 1941 l'écoute de la BBC et la progression de la diffusion

de la presse clandestine, dans les deux zones, démontrent l'évolution des esprits. À la mi-1941 avant même l'entrée en guerre de l'URSS les rapports des préfets éclairent assez méthodiquement les signes avant-coureurs de ce changement d'une opinion moins atone qu'on ne le croit en général. Le Nord - Pas-de-Calais, situé en zone Interdite où le prestige du Maréchal s'y est effondré se distingue avec la grève des mineurs de mai-juin qui mobilise jusqu'à 100 000 travailleurs. Revendicative au départ, elle devient rapidement antiallemande. Toujours à la même époque le mécontentement gagne la Bretagne où les préfets notent « un véritable esprit d'opposition ». De nombreux autres rapports de préfets vont dans le même sens. À cette date, l'opinion ouvrière a suffisamment évolué en région parisienne pour que la direction du PC ait jugé difficile de tenir le cap de la complaisance à l'égard de l'occupant et suscite la formation d'un Front National qui se lance, fin juin, dans l'action directe contre l'occupant et Vichy qui répondent par une répression accrue. Les exécutions d'otages se multiplient qui provoquent un sentiment général d'horreur envers l'occupant. Dans une opinion restée majoritairement silencieuse, l'année 1941 voit la naissance de la « résistance-action », initiée par des communistes et d'autre part la phase d'implantation des mouvements de Résistance qui se consolide autour d'une personnalité douée de charisme et qui en restera le chef. Les équipes acheminées depuis Londres et parachutées à partir de mai n'y ajoutent pas grand-chose car elles ont été pour la plupart traquées, voir démantelées.

L'année 1941 voit dans le même temps la consolidation de la France Libre. L'Angleterre a tenu et de Gaulle s'est imposé. En cet automne 1941, les Forces Françaises Libres sont encore minimes, avec moins de 40 000 hommes. Et il y a un Empire français Libre où flotte librement le drapeau français. De Gaulle a affirmé l'inconstitutionnalité et l'illégalité du gouvernement de Vichy et reconstruit en terre étrangère une légalité.

C'est à ce moment que Jean Moulin, arrive à Londres où il est reçu par de Gaulle le 25 octobre 1941. Il dresse un tableau des premiers mouvements de résistance et lui soumet un plan de développement de l'action à conduire en France. Action qui mise non seulement sur des réseaux de renseignement ou de sabotage, mais doit susciter une action populaire de masse devant permettre à terme à la Résistance d'apporter une contribution majeure à la libération du pays. Le 5 novembre de Gaulle investit Moulin d'une mission militaire en France : assurer en son nom la liaison avec les principaux mouvements clandestins de Résistance. Un second ordre de mission civil celui du 24 décembre le désigne comme son représentant et comme délégué du Comité national en zone Non Occupée. Fin décembre 1941 Rex se prépare à sa première mission en France où il y sera parachuté le 1^{er} janvier 1942. Ainsi à la fin de cette année 1941, pour le Résistance s'allument « les premiers feux de l'espoir ». ●

Jean Novosseloff

Projets et prochains rendez-vous de MER

- ▶ **Jeudi 29 septembre à 12 h 30** : Démarrage des conférences mensuelles d'auteurs à l'heure du déjeuner au Musée Jean Moulin - Mémorial Leclerc de la Ville de Paris, avec M. Julien Blanc sur le réseau du musée de l'Homme.
- ▶ **Samedi 1^{er} octobre à 10 heures** : Conférence mensuelle de Mme Christine Levisse-Touzé sur « L'Outre-mer français en 1939 » au Musée Jean Moulin - Mémorial Leclerc de la Ville de Paris.
- ▶ **M. Valéry Chavaroche, délégué des Bouches du Rhône** : Inauguration à Marseille d'une plaque à la mémoire de Guy de Combaud-Roquebrune (ancien des SAS).
- ▶ **Du vendredi 7 au dimanche 9 octobre** : Participation de MER aux journées annuelles de la Fondation de la Résistance à Nevers.
- ▶ **Lundi 10 octobre de 14 heures à 17 heures** : Colloque annuel sur l'héritage de la Résistance animé par le professeur Jean-Pierre Levert dans la salle Colbert de l'Assemblée nationale.
- ▶ **Du vendredi 14 au dimanche 16 octobre** : Participation de MER au stand de la Fondation de la Résistance à l'occasion des Rendez-vous de l'Histoire à Blois.
- ▶ **En octobre-décembre** : Lancement du CNRD 2011-2012 en Province et à Paris sur le thème « Résister dans les camps nazis » : Nevers, Le Mans, Angers, Evreux, Janson de Sailly (Paris), Issy-les-Moulineaux...
- ▶ **Jeudi 10 novembre** : Colloque à Sciences-Po (Dijon) sur l'héritage du gaullisme avec le professeur David Valence de la Fondation Charles de Gaulle, organisé par Mme Jeannine Calba, déléguée régionale Bourgogne.
- ▶ **Samedi 19 novembre** : Rencontres et Dédicaces autour du livre résistant à la Fondation de la Résistance, organisé par M. Jean Novosseloff, secrétaire général de MER.
- ▶ **Samedi 10 décembre 2011** : Hommage au préfet Bourrat, préfet de la Moselle et résistant organisé par Robert Badinier, délégué régional Midi-Pyrénées à Montauban.
- ▶ **Décembre 2011** : Remise du Prix de la Jeune Poésie pour Dijon et Paris. Son jury est présidé par le professeur Jean-Pierre Levert. ●

Pour plus de précisions consultez le site www.memoresist.org

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » ! Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir »).

- Chèque à libeller à « Mémoire et Espoirs de la Résistance », Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015 Paris
- Courriel : memoresist@m-e-r.org
- site internet : www.memoresist.org
- Tél. : 01 45 66 92 32 et 01 45 66 44 70

Association pour des Études sur la Résistance

MANIFESTATION À TOULOUSE, AUTOUR DE LA MÉMOIRE DE SERGE RAVANEL



Coll. AERI

20 août 1944, jour de la libération de Toulouse, Serge Raveland au balcon de l'Hôtel de Ville.



Serge Raveland présentant ses condoléances à deux veuves de guerre, le 22 août 1944 à Toulouse.

Coll. AERI

À l'occasion de l'inauguration des allées Serge Raveland, le 19 août 2011, par Pierre Cohen, député-maire de Toulouse, l'AERI, avec le soutien de la ville de Toulouse, a organisé une conférence-débat en hommage à Serge Raveland, compagnon de la Libération, un des libérateurs de Toulouse, le jeudi 18 août.

Michel Pech, conseiller municipal chargé de la mémoire combattante, a ouvert la séance. Puis sont intervenus M. Granier, président du Comité départemental de la Résistance de la Haute-Garonne, Laurence Thibault, directrice de l'AERI et Georges Portalès, AERI-Toulouse.

Pierre Léoutre, représentant l'équipe du CD-Rom sur la Résistance en Haute-Garonne⁽¹⁾ a présenté le contenu du CD-Rom, réalisé notamment par l'historien Michel Goubet dans le cadre de la campagne nationale AERI « Histoire en Mémoire 1939-1945 ».

Laure Bougon a, ensuite, présenté l'exposition virtuelle⁽²⁾ « Serge Raveland : un combat pour l'unité », décrivant la jeunesse de Serge Raveland, son engagement et son parcours résistant, illustrés par de nombreuses photos, reproductions de tracts, affiches, journaux clandestins et extraits de films. Le chapitre de l'exposition consacré à l'après-guerre sera mis en ligne à l'automne prochain.

L'idée de cette exposition étant de montrer, à travers le parcours de ce résistant d'exception, l'homme. Comme l'explique Laurent Douzou⁽³⁾, « Serge Raveland est un novice complet en politique. S'il a été, dès l'armistice, anti-allemand, c'est beaucoup plus par sentiment et par besoin de lutter que par antifascisme raisonné ». Lorsqu'il rejoint Libération-Sud, durant l'été 1942, « il a déjà une expérience de l'action clandestine, apprend vite et se montre d'un courage véritablement hors du commun ».

Après des attributions mal définies, « conformément au vœu qu'il avait tout de suite émis, il est chargé de s'occuper des groupes d'action. Il fait porter tous ses efforts sur ce qu'il appelle à cette époque le « sabotage insaisissable ». Puisque le matériel de sabotage fait tragiquement défaut, il lui semble nécessaire de « créer », dans les milieux sympathisants, une atmosphère telle que chaque ouvrier pense chaque jour à réaliser en secret le sabotage qu'il peut le mieux réussir avec le minimum de risques ».

Les tâches exercées par Serge Raveland « sont éminentes et expliquent sans nul doute le véritable « mythe » qui l'entoure au fur et à mesure qu'il déploie

tous les talents d'une personnalité à facettes. Mythe qui naît à l'intérieur du mouvement (Libération) pour déborder ce cadre par la suite. L'aura du jeune chef de vingt-quatre ans en 1944 puise sa source dans ce cheminement ». « Exigeant, bouillonnant, cet impulsif réfléchi, rigoureux et courageux » apporte tout de suite énormément au mouvement et, en même temps, voit sa personnalité se transformer à son contact.

Puis, a été diffusé un film sur la libération de Toulouse : un pan du patrimoine toulousain, conservé par la Cinémathèque de Toulouse depuis le début des années 60 et restauré au début des années 2000.

Un large débat s'est ensuite engagé avec des interventions, en particulier, de résistants, parmi lesquels Pierre Bénech, dit Pendariès, qui fut membre de l'état-major départemental des Forces Françaises de l'Intérieur de la Haute-Garonne, et Pierre-Yves Canu, dit Lieutenant Yves, membre des Corps Francs de la Libération, adjoint de Serge Raveland à la Libération, mais aussi du préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance.

Serge Raveland disait : « quand nous résistions, nous fabriquions du futur ».

Vers la fin de sa carrière professionnelle, Serge Raveland revient à la Résistance, pour, notamment, en raviver et en exalter la fraternité, l'unité et les valeurs.

Dans les années 1980, il encourage les travaux du CERRAVHIS (Centre de recherche et de représentation audiovisuelle de l'histoire), créé grâce à la municipalité de Blagnac. Ce Centre réalise divers films sur les résistants et la Résistance.

En 1995, Serge Raveland écrit un ouvrage de souvenirs, *L'Esprit de Résistance*, puis, en 2004, il publie un livre d'entretiens avec Henri Weill sur *Les Valeurs de la Résistance*, qui lui tiennent tant à cœur. Les valeurs de la Résistance sont encore vivantes aujourd'hui. Elles doivent toujours être retrouvées et renouvelées.

Entre-temps, en 1993, il a créé l'Association pour des Études sur la Résistance Intérieure (AERI) avec des personnalités de la Résistance. Parmi celles-ci, Lucie et Raymond Aubrac, Jean-Bernard Badaire, Jean-Pierre Bloch, Jacques Delarue, Maurice Plantier, Hélène Viannay...

Après avoir participé, en 1994, à l'exposition « Ensemble ils ont libéré la France », organisée

nce Intérieure (AERI)



Vendredi 19 août 2011, inauguration des allées Serge Ravelle par Pierre Cohen, député-maire de Toulouse.

par le musée de l'Armée dans le cadre du cinquantenaire de la Libération, l'AERI a mis en chantier, de 1994 à 1997, la première réalisation multimédia consacrée à la Résistance française : le CD-Rom *La Résistance en France, une épopée de la liberté*, réalisé avec l'éditeur électronique Montparnasse Multimédia, sous la direction d'un comité historique présidé par l'historien Laurent Douzou.

Pour Serge Ravelle, la Résistance représente une force qui doit demeurer un symbole et une référence pour servir d'exemple aux générations à venir. Cette épopée a été marquée par le courage des individus et leur capacité à se battre, en dépit des menaces qui pesaient sur eux. Les résistants ont lutté pour des valeurs telles que les droits de l'homme et les libertés, la démocratie, l'indépendance nationale, le refus de tout régime autoritaire. Ils se sont engagés avec un sens poussé du devoir envers la société, dans le refus de la fatalité et de la résignation.

L'AERI travaille pour transmettre cette histoire ainsi que ses valeurs avec principalement :

La réalisation de CD-Roms sur la Résistance dans les départements ou régions. Ce travail de mémoire part de l'idée que la Résistance est fondamentalement un phénomène de nature locale. Cette campagne nationale de

sauvegarde de la mémoire de la Résistance dans les régions n'a été rendue possible que grâce à la volonté et l'énergie de Serge Ravelle qui a sillonné toute la France avec Monique Montès, pour constituer des équipes locales, chargées de recenser l'histoire et les faits de Résistance dans tous les départements. En dehors de Serge Ravelle, personne ne croyait à ce projet très ambitieux. Et pourtant, à ce jour, 29 départements sont couverts. Le travail continue avec la participation efficace des équipes et des historiens concernés.

Mais, après ce projet lourd et difficile, Serge Ravelle a initié un autre projet tout aussi important à ses yeux, qui lui tenait beaucoup à cœur : l'action dans les établissements scolaires, « **valeurs de la Résistance, valeurs des jeunes d'aujourd'hui** », dont l'un des objectifs majeurs est de susciter un engagement actif de la part d'élèves au cours de leur temps scolaire, de les motiver par un projet citoyen qu'ils choisissent en fonction de leurs propres valeurs et qu'ils mènent à terme.

À ce jour, près de 20 000 élèves ont participé à cette action.

Puis, dans la lignée des CD-Roms, a été créé le **Musée de la Résistance en ligne**, espace comprenant des expositions régionales ou thématiques, un espace ressources et des aides à la recherche, des outils contextuels et pédagogiques.

Actualités de l'AERI

● Musée de la Résistance en ligne.

Le site de préfiguration de l'exposition sur la Résistance en PACA sera présenté au public, le 3 décembre 2011 à 14 heures, dans l'auditorium des Archives départementales Gaston Defferre des Bouches-du-Rhône. Les Provençaux pourront aussi découvrir, dans une plaquette, un échantillon des trois cents documents sélectionnés pour la mise en ligne par le comité scientifique de l'exposition.

● CD-Roms sur la Résistance locale.

Le CD-Rom sur *La Résistance dans la Loire* paraîtra à l'automne.

● Valeurs de la Résistance, valeurs des jeunes d'aujourd'hui.

L'opération reprend dans les établissements scolaires. Trois conférences-débats sont aussi prévues, avant la fin de l'année, auprès de détenus dans la prison de Fleury-Mérogis, autour de la thématique « S'engager : rencontre avec un(e) résistant(e) ».

● **Divers** : l'AERI a participé à la rédaction de l'ouvrage *Rencontres avec Violette Maurice*, publié par les éditions Tirésias qui paraîtra en novembre 2011.

Renseignements

Des bulletins d'adhésion 2011 sont disponibles sur demande auprès de l'Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance

● Siège social et bureaux :

16-18 place Duplex

75015 Paris

● Tél. : 01 45 66 62 72

● Fax : 01 45 67 64 24

● Courriel : contact@aeri-resistance.com

● Site internet : www.aeri-resistance.com

Serge Ravelle a aussi **œuvré en faveur du rapprochement de l'AERI et de la Fondation de la Résistance**, dont la complémentarité était à ses yeux évidente, afin que l'histoire de la Résistance intérieure, de ses Acteurs et de ses Valeurs soit le socle commun d'une période de l'Histoire de France qui serve d'exemple aux générations futures. ●

(1) En vente à l'AERI.

(2) L'exposition a été mise en ligne le 18 août 2011 dans le Musée de la Résistance en ligne créé par l'AERI et ouvert au public depuis janvier 2011.

Adresse : <http://www.museedelaresistanceenligne.org>

(3) *La Désobéissance. Histoire du mouvement Libération-Sud*, éditions Odile Jacob, Paris, 1995, pp. 118-119.

VIENT DE PARAÎTRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

Histoire régionale de la Shoah en France. Déportation, sauvetage, survie.

Sous la direction de Patrick Cabanel et Jacques Fijalkow. Les éditions de Paris/Max Chaleil, 471 p., 20 €.

Écrire sous l'Occupation. Du non-Consentement à la Résistance. France-Belgique-Pologne 1940-1945.

Sous la direction de Bruno Curatolo et François Marcot. Les Presses Universitaires de Rennes, 423 p., 22 €. Cf. présentation page 16 de *La Lettre*

Charles de Gaulle. Chrétien, homme d'État. Fondation Charles de Gaulle (collectif).

Les éditions du Cerf, 433 p., 25 €.

La tondue 1944-1947.

Philippe Frégné et Gérard Leray. Éditions Vendémiaire (01 43 38 10 47), 20 €.

À LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique «Nous avons lu».

René Cassin.

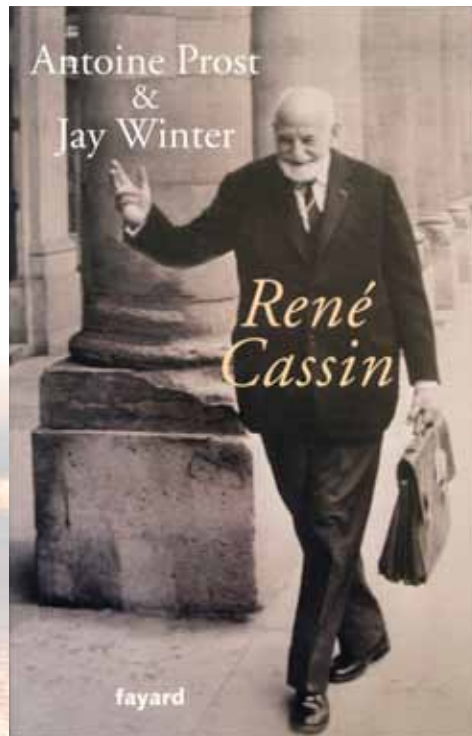
Antoine Prost et Jay Winter. Fayard, 2011, 444 p., 25 €.

Né à la fin du siècle dernier, en 1887, René Cassin aura connu, comme tous les hommes de sa génération au cours de la Première Guerre mondiale, l'épreuve du feu qui allait donner, comme à la plupart de ceux qui en furent victimes, un sens différent à sa vie.

Soldat de la Grande Guerre, il le restera tout au long de son parcours exemplaire en s'engageant au service d'une idée : « effacer toute frontière entre les hommes, reconnaissant à chacun d'entre eux les mêmes droits inséparables à la dignité ». Dans la très complète biographie sur René Cassin, qui vient de paraître aux éditions Fayard, Antoine Prost et Jay Winter, respectivement professeur émérite à l'université de Paris I et professeur à l'université de Yale, démontrent la cohérence des actions et des engagements du futur prix Nobel au service des droits des hommes tout au long de sa vie. Après de brillantes études de droit, il est mobilisé le 1^{er} août 1914, avant d'être grièvement blessé en octobre de la même année. Décoré puis réformé, il retourne à l'enseignement en mars 1916. La fin du conflit voit l'émergence d'un tissu associatif de mutilés et d'Anciens combattants, tourné vers l'aide à toutes les victimes de guerre. Invalide – sans rien laisser paraître malgré un bandage orthopédique qu'il portera toute sa vie – René Cassin y apportera de manière désintéressée – « aidant sans briller » – son expérience de juriste. Reconnu

pour ses très larges compétences, homme de synthèse tourné vers les humbles et les plus vulnérables, au sein du monde des Anciens combattants il est à la fois le porte-parole des « rescapés du massacre » et aussi « le soldat d'une autre guerre : celle livrée à la guerre elle-même ». À Genève, par le biais du monde associatif des AC où il avait acquis une grande notoriété, il intègre en 1924 la jeune Société des Nations (SDN). Il forme l'espoir que cette tribune internationale permette de conjurer à gauche le communisme et à droite le nationalisme agressif. Il y noue des amitiés qui lui seront utiles à Londres puis à l'ONU. Quand la SDN s'effondre à partir de 1935 sous les coups de boutoirs des dictateurs sa déception en sera grande eut égard aux espoirs qu'il avait formulés. Il en retira toutefois une expérience qui le « conduira à

une nouvelle façon de penser l'État, et, par là, à la future Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 ». Juin 1940, refusant l'armistice, « le saut dans l'inconnu, sans espoir de retour » qu'il fait le conduit à Londres pour devenir à cinquante-cinq ans le « légiste de la France Libre ». Parmi les premiers civils à rejoindre Charles de Gaulle, il est l'un des pères fondateurs de la France Libre et à ce titre l'un des huit membres du Comité National Français. S'il joua un rôle marquant dans l'équipe réunit autour



du général, René Cassin « homme de compromis plus que d'affrontements » fut parfois, au cours de ces années, à son grand regret, quelque peu marginalisé tout en restant toujours très digne et très fidèle au chef de la France Libre. C'est à Londres « sous le Blitz », rappellent les auteurs de cet ouvrage, qu'en opposition au « nouvel ordre » européen hitlérien, qu'allaient être élaborés des projets d'avenir dans lesquels Cassin et quelques autres grandes figures européennes exilées sur les bords de la Tamise prirent part. Si depuis Londres ou Alger, avec énergie et fermeté, il se consacre à la restauration de la légalité républicaine sous toutes ces formes pour le jour où la France sera libérée, il entre en parallèle dans une nouvelle vie pour œuvrer à la construction d'un régime international fondé sur les droits de l'Homme.

C'est une grande figure à la fois nationale et internationale qui rentre à Paris en septembre 1944 pour occuper sous la IV^e et V^e République des postes prestigieux dans la haute magistrature comme celui de vice-président du Conseil d'État jusqu'en 1960 et de président du comité chargé de préparer la constitution de la V^e République en 1958. Au plan international, il sera l'un des rédacteurs majeurs de la Déclaration des droits de l'Homme votée en décembre 1948 au palais de Chaillot par l'Assemblée générale des Nations Unies, puis présidera la Cour européenne des droits de l'Homme et entre autres institutions l'Alliance israélite universelle (AIU). Il recevra le Prix Nobel de la paix en 1968.

Les auteurs de cette très belle et très complète biographie, sans cacher leur respect et leur admiration pour « ce défenseur des droits de l'Homme », ont su dessiner à la fois le portrait d'un homme au grand cœur, généreux, républicain intransigeant et montrer la continuité de sa pensée ainsi que l'unité de ses engagements, tout au long d'une vie riche au service des hommes afin qu'ils puissent vivre dans la paix, la dignité et la justice universelle.

Le 5 octobre 1987 à l'occasion du transfert des cendres de René Cassin au Panthéon, dans son hommage, le président François Mitterrand prononçait ces mots : « Il est des hommes [...] dont la grandeur est d'avoir su anticiper sur leur temps en y semant les germes du futur ».

Jean Novosseloff

La Semaine des quatre jeudis. Emmanuel d'Astier.

Présenté par Michel-Antoine Burnier et Bernard Kouchner. Éditions du Félin (01 44 83 11 30), collection Résistance Liberté-Mémoire, 2011, 272 p., 22 €.

Emmanuel d'Astier de la Vigerie avait écrit l'histoire de son parcours dans un ouvrage *Sept fois sept jours* paru en 1947 aux éditions de Minuit. Aujourd'hui, Michel-Antoine Burnier, qui fut l'un de ses plus proches collaborateurs, publie aux éditions du Félin sous le titre *La semaine des quatre jeudis* des écrits inédits, que le fondateur du mouvement Libération Sud rédigea entre 1968 et 1969. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une suite des

mémoires de cette charismatique figure de la Résistance que fut d'Astier de la Vigerie. Les textes publiés sont plutôt, les réflexions d'un homme de nature révolté, éternel contestataire, qui avait gardé de ces années de fraternité clandestine le rêve : « *comme des petits Rousseau d'une semaine des quatre jeudis, d'une démocratie économique et sociale, d'un programme qui portait un titre : les jours heureux* ».

Ce livre est en trois parties.

La première commence après mai-juin 1947 « *Quand les choses qui se sont faites se défont* », est le récit de son voyage enthousiaste dans la citadelle communiste à la recherche d'un idéal social et humain. « *Il n'y a pas de jamais : tout est permis tout est promis* ». Il en reviendra, progressiste comme il l'était, mais jamais candide.

La seconde partie est le regard, empreint de tendresse et de l'intérêt qu'il portait, en moraliste, à la jeunesse de mai-juin 1958 en mal de révolte. Mai 1958 : « *il fallait du commandement* » et, avec le retour de Charles de Gaulle, Emmanuel d'Astier retrouve le « *Symbole* » qu'il avait rencontré quinze ans plutôt à Londres et dont la pensée et l'action, malgré leurs différents, ne l'avait jamais véritablement quitté.

Dans cette seconde partie, il porte un jugement sans appel sur cette IV^e République finissante et caricaturale et brosse, souvent au vitriol, quelques savoureux et ironiques portraits des experts *in partibus* qui la peuplaient comme Soustelle, Chaban Delmas, Lacoste, Bidault... À l'inverse, il réserve toute sa bienveillance à ses électeurs de l'Ille-et-Vilaine dont il sera un temps le député. Deux visages et un acte sont présents et apparaissent en filigrane tout au long de ses écrits : celui de Louba l'épouse bien aimée et celui du général de Gaulle « *Le Symbole* ». Quant à l'acte, il est celui de la Résistance et de son idéal.

La troisième partie du livre est une belle et courte biographie, écrite par Michel-Antoine Burnier qui y relate, admiratif et passionné, avec de multiples scènes et anecdotes la vie menée, tambour battant, par d'Astier au cours de la IV^e et au début de la V^e République. Parcours marqué comme député et homme politique mais aussi et surtout par le patron de presse qu'il fut à la tête du quotidien *Libération* de 1944 à 1964, puis du mensuel *l'Événement* qu'il créa en février 1966. Cette belle aventure fut le fruit d'une



équipe brillante, où se retrouveront la plupart des grands noms de la presse d'aujourd'hui, et qui s'arrêta après la publication de 36 numéros en juin 1969 mois où disparut son créateur. La sortie de *La semaine de quatre jeudis*, précédée d'une préface de Michel-Antoine Burnier et de Bernard Kouchner qui ne laisse pas insensible, vient fort à propos éclairer et compléter l'histoire du parcours dans la Résistance et de l'après... d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie. Histoire qui avait été écrite récemment par son petit-neveu Geoffroy d'Astier de la Vigerie dans un livre paru en 2010 aux éditions France-Empire : *Emmanuel d'Astier de la Vigerie, combattant de la Résistance et de la Liberté 1940-1944*, ouvrage dont nous avons rendu compte dans un précédent numéro.

Jean Novosseloff

Résister. Les archives intimes des combattants de l'ombre.

Guillaume Piketty.

Préface de Raymond Aubrac. Éditions Textuel, 2011, 192 p., 39,90 €.

Dans ce dernier livre qu'il vient de publier aux éditions Textuel, Guillaume Piketty invite le lecteur à suivre les témoignages de trente-trois acteurs emblématiques de la Résistance évoquer les raisons qui les ont conduits à

entrer dans la résistance à l'occupant allemand et à ses séides. Au travers de leurs correspondances, de leurs journaux personnels et de leurs ouvrages : Charles d'Aragon, Jacques Bingen, Pierre Brossolette, Agnès Humbert, Louis Martin-Chauffier, Jean-Pierre Vernant, Germaine Tillion, Claude Bourdet, Alban Vistel et bien d'autres évoquent à tour de rôle leurs interrogations, leurs sentiments et leurs expériences souvent intimes de leur parcours dans la lutte clandestine depuis leur refus originel jusqu'à leur fierté d'avoir participé à l'un des « *chapitres majeurs de l'histoire de France* ».

Riche d'une très belle iconographie, ces pages racontent le vécu des résistants. Elles racontent la colère, l'écœurement devant le désastre de mai-juin 1940 et l'humiliation que ressentirent à cette « *capitulation sans excuse* »



ces femmes et ces hommes. Elles montrent comment très tôt et très vite, au fil des jours, la colère de ces pionniers de la Résistance monta à la vue des compromissions vichystes et des spoliations de l'occupant et déboucha sur les premiers actes de résistance. Les documents rassemblés – écrits et lettres – accompagnés de photos émouvantes montrent comment s'opposèrent et s'organisèrent ces premiers tenants « *du non intran-*

sigeant » – Alban Vistel – avec pour seule compagne, suivant la formule de Charles d'Aragon « *cette poignante solitude et la pensée qui sans cesse travail à vide, dans le silence* ». Les correspondances présentées traduisent bien l'angoisse, la tension permanente mais aussi la peur de ces combattants de l'ombre devant l'impitoyable répression qui peuplait leur quotidien. Les tracts et les journaux clandestins soulignent l'importance de la lutte contre la propagande vichyste, collaborationniste et nazie qui fut l'une des grandes activités de ces « *désobéissants* » pour rendre confiance aux Français et les mobiliser contre l'occupant.

Si la résistance, sous l'égide de la France Libre, devait tendre à l'union pour triompher ; son parcours connu bien des embûches et des heurts comme le montrent des rapports et les lettres de Jean Moulin, Pierre Brossolette ou Pascal Copeau reproduits dans cet ouvrage.

Sûrs de leur victoire et pour « *profiter du grand soleil de la Libération* » ces femmes et ces hommes se préoccupèrent très tôt de l'héritage qu'ils allaient laisser de leur épopée, comme le démontrent leurs réflexions publiées dans de nombreux bulletins ou journaux. Ils tracèrent ainsi les chemins qui devaient faire revivre les valeurs pour lesquelles ils s'étaient battus.

Il faut remercier l'auteur, « *de ce très original ouvrage* » comme le qualifie dans sa préface Raymond Aubrac, d'avoir su choisir, ordonner, expliquer ces lettres, ces écrits, ces journaux, ces photographies et puis de s'être effacé pour laisser

parler « *ces femmes et ces hommes de toutes origines qui surent s'élever au-dessus d'eux-mêmes avant d'aller au bout de leur courage* ».

N'oublions pas aussi de remercier toutes les familles des résistants et les nombreux archivistes des Fondations et musées de la Résistance qui ont permis de publier cette histoire vivante de la Résistance.

Jean Novosseloff



Photos Georges Boutillier/SNAPP reportages.

LA FONDATION COMMÉMORE LE 27 MAI 1943

Le 27 mai dernier, pour commémorer l'anniversaire de la séance constitutive du Conseil National de la Résistance, Jacques Vistel, président de la Fondation de la Résistance, a présidé une cérémonie au monument Jean Moulin, situé en bas des Champs-Élysées, où la Fondation organise, chaque année, une commémoration très sobre, à laquelle l'ANACR est associée, marquée uniquement par un dépôt de gerbe qui précède la cérémonie traditionnelle sous l'Arc de Triomphe.

Jacques Vistel s'est ensuite rendu sous l'Arc de Triomphe pour présider la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du soldat inconnu.

Cette année, la Fondation de la Résistance avait invité à cette cérémonie la ville de Belfort représentées par son maire Étienne Butzbach.

Étienne Butzbach, accompagné d'une délégation d'élus du Conseil municipal, d'anciens combattants et de membres du collectif Résistance et Déportation de Belfort, de 50 musiciens de l'Harmonie de la ville de Belfort ainsi que de 50 élèves des collèges Vauban et Léonard de Vinci de Belfort, a pu ainsi partager ce moment de recueillement avec les membres du conseil d'administration de la Fondation.

À cette occasion, la Fondation a présenté 8 drapeaux qui lui ont été confiés par les associations issues de la Résistance au moment de leur dissolution.

Avant la cérémonie la délégation de Belfort a visité l'historial Charles de Gaulle, le musée des Plans et reliefs et le tombeau de Napoléon ●

FM



VIENT DE PARAÎTRE

Les actes du colloque « Écrire sous l'Occupation » sont disponibles aux Presses Universitaires de Rennes. Ils réunissent 22 communications présentées à Besançon en 2009, lors de cette rencontre internationale organisée par le musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, le Centre d'Histoire et de Recherches sur la Résistance, l'université de Franche-Comté et la Fondation de la Résistance.

L'ouvrage aborde tous les types d'écrits – littéraires ou non littéraires, à caractère public, intime ou clandestin – qui ont incarné l'éventail des comportements allant « du non-consentement à la résistance » face à l'occupation de la France entre 1940 et 1944. Il les compare avec les cas de la Belgique et de la Pologne, différents par les conditions d'occupation et les contextes culturels.

Le livre peut être commandé au prix de 22 euros dans les librairies, sur les sites internet de vente en ligne et sur celui de l'éditeur (<http://pur-editions.fr>) où sont téléchargeables la table des matières et l'introduction de Bruno Curatolo et François Marcot, directeurs scientifiques du colloque.



Photo Frantz Malassis.

DISPARITION DE FRANÇOIS CACHEUX

En 1941, François Cacheux débute sa carrière de sculpteur mais le sort réservé aux Juifs scandalise sa sensibilité de protestant et il devient bientôt membre du réseau de résistance franco-polonais F2. Arrêté, il est déporté au camp de concentration de Mauthausen en Autriche.

De retour de déportation, il poursuit sa carrière d'artiste dont l'œuvre est un hommage vibrant à la vie. Les musées d'Art Moderne de Paris, Albi, Bourges, Budapest, Cracovie, Lausanne, St-Amand-Montrond, Strasbourg, exposent ses œuvres tandis que plusieurs villes françaises s'ornent de ses réalisations comme Angers, Brest, Lille, Nevers, Sarrebourg...

Commandeur de la Légion d'Honneur, officier de l'ordre national du Mérite, chevalier des Arts et Lettres, ses actes de résistance lui avaient valu également d'être titulaire de la Croix de Guerre avec palme et de la Croix du Combattant Volontaire de la Résistance.

Le 27 janvier 2009, François Cacheux (notre photo) était présent à l'inauguration du buste qu'il avait sculpté de son ami Jean Mattéoli, président du Conseil Économique et Social de 1987 à 1999, disparu un an plus tôt. Cette œuvre rappelle à ceux qui traversent la salle hypostyle du Palais Iéna la force de caractère et la générosité de celui qui a présidé la Fondation de la Résistance de sa création en 1993 jusqu'en 2006.

François Cacheux est décédé le 9 août dernier à Angers. ●

Frantz Malassis

DÉBORD

LE NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE

Lors du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance du 7 juin dernier, il a été procédé à un vote à l'issue duquel Jean-Marie Delabre et Claire Andrieu succède respectivement à Claude Hallouin, membre du premier collège récemment décédé et Gilles-Pierre Levy, membre du troisième collège démissionnaire.

Nous sommes heureux de porter à la connaissance de nos lecteurs la composition du nouveau conseil d'administration de la Fondation de la Résistance ainsi que celle de son bureau.

Composition du Conseil d'Administration (à compter du 7 juin 2011)

Administrateurs désignés par l'Assemblée des Fondateurs (premier collège).

- Jean-Marie Delabre.
- Jean Gavard.
- Pierre Morel.
- François Perrot.
- Marie-José Chombard de Lauwe.
- Pierre Sudreau.

Administrateurs désignés par la Puissance Publique (deuxième collège).

- Didier Boulaud, sénateur de la Nièvre, représentant le Sénat.
- Yves Fromion, député du Cher, représentant l'Assemblée nationale.
- François Jacob, chancelier, représentant l'Ordre de la Libération.
- Anna Laurent, chef de bureau, représentant le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative.
- Jean Le Naire, préfet (ER) représentant le ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités Territoriales et de l'Immigration

- Éric Lucas, directeur de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives au ministère de la Défense, représentant le ministère de la Défense et des Anciens Combattants.

- Catherine Vieu-Charier, adjointe au Maire de Paris, chargée de la Mémoire et du Monde Combattant, représentant la ville de Paris.

Administrateurs cooptés (troisième collège).

- Claire Andrieu.
- François Archambault.
- Bernard Esambert.
- Ervin Rosenberg.
- Jacques Vistel.

Le nouveau bureau de la Fondation de la Résistance

Président

Jacques Vistel, conseiller d'État (ER).

Vice-présidents

Jean Gavard, inspecteur général (ER) de l'administration de l'Éducation nationale.

Pierre Morel, président du Comité d'Action de la Résistance.

Pierre Sudreau, résistant-déporté, ancien ministre.

Secrétaire général

François Archambault, président de l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance.

Trésorier

Ervin Rosenberg, conseiller du président du directoire de la Compagnie financière Edmond de Rothschild.